



DÉLIBÉRATION N° DEL-058-2024

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

DE LA SÉANCE DU 25 AVRIL 2024 A 18H30

Salle de réunion de la Médiathèque du Rocher, située 3A Route de Lucelle 68480 FERRETTE

Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,

Date de la convocation : 19 avril 2024

Étaient présents : (55)

Mesdames et Messieurs, Joseph BERBETT, Pierre BLIND, François COHENDET, Michel DESSERICH, Thierry DOLL, Bernard FANKHAUSER, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT, Laurent FUCHS, Serge GAISSER, Madeleine GOETZ, Christian GRIENENBERGER, Annick GROELLY, Gérard GROELLY, Eric GUTZWILLER, Matthieu HECKLEN, Georges HEIM, Jean-Luc HEUDECKER, Fabien ITTY, Bertrand IVAIN, Nicolas JANDER, André LEHMES, Michel LERCH, Clément LIBIS, Agnès LORENTZ, Christophe LOUYOT, Jean-Marc METZ, Estelle MIRANDA, Eliane OSINSKI, Olivier PFLIEGER, Régine RENTZ, Denis REY, Fabienne REY, Georges RISS, Jean-Louis RUNSER, Fabien SCHOENIG, Raphaël SCHMIDLIN, Georges SCHOLL, Gilbert SORROLDONI, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Stéphane STALLINI, Antoine STAMPFLER, Isabelle STEFFAN, Patrick STEMMEIN, Christian SUTTER, Marielle THOMANN, Aurélio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, Philippe WAHL, François WALCH, Hervé WALTER, Jean WEISENHORN, Hervé WERMUTH, Chantal WISS.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Mesdames Anne-Marie BIANCOTTI, Danielle CORDIER et Messieurs Michel PFLIEGER, Jean ZURBACH.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote : (13)

Madame Danièle BACH a donné procuration à Monsieur Joseph BERBETT,
Madame Fabienne BAMOND a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER,
Madame Nathalie BUCHER a donné procuration à Monsieur Stéphane STALLINI,
Monsieur Sylvain GABRIEL a donné procuration à Monsieur Thierry DOLL,
Monsieur Sabine HATTSTATT a donné procuration à Monsieur Olivier PFLIEGER,
Madame Rita HELL a donné procuration à Monsieur Raphaël SCHMIDLIN,
Madame Véronique LIDIN a donné procuration à Monsieur Rémi SPILLMANN,
Madame Isabelle PI-JOCQUEL a donné procuration à Monsieur Gilles FREMIOT,
Monsieur Jean-Claude SCHIELIN a donné procuration à Madame Eliane OSINSKI,
Monsieur Christophe SENGELIN a donné procuration à Monsieur Pierre BLIND,
Madame Nathalie SINGHOFF a donné procuration à Madame Estelle MIRANDA-SIEVERT,
Monsieur Paul STOFFEL a donné procuration à Monsieur Matthieu HECKLEN,
Monsieur Fernand WIEDER a donné procuration à Madame Fabienne REY.

Étaient excusés sans représentation : (8)

Mesdames et Messieurs Bernard BUBENDORF, Jean-Pierre BUISSON, Jean-Claude EGGENSEPILLER, Delphine FELLMANN, Jean-Marie FREUDENBERGER, Germain GOEPFERT, Agnès HARNIST, Christian LERDUNG.

Étaient non excusés : (13)

Mesdames et Messieurs Bertrand AITA, Antoine ANTONY, Doris BRUGGER, Danielle BUHLER, Jean-Claude COLIN, Yann DILLMANN, Hugues DURAND, Ginette HELL, Stéphanie KELLER, Didier LEMAIRE, Philippe RUFFI, Céline STEVANOVIC, Joseph-Maurice WISS.

VALIDATION DU PLAN D'ACTION RELATIF A L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Nombre de conseillers

En exercice : 89 – Présents : 55 – Procurations : 13 – Absents : 21 – Exclus : 0

Le Président rappelle que la Communauté de communes s'engage à promouvoir les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes.

Ces valeurs fondamentales de la démocratie sont inscrites à l'article 1er de la Constitution qui prévoit que la loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles. Leur cadre législatif ne cessant d'être renforcé, les politiques en faveur de l'égalité professionnelle ne sont plus optionnelles pour les collectivités.

Dans la fonction publique, l'égalité et la non-discrimination entre les agents et les agentes constituent des principes consacrés par l'article 6 bis de la loi du 13 juillet 1983 depuis sa modification par la loi n° 2001-397 du 9 mai 2001 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

L'article 1 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 dispose que les politiques pour l'égalité entre les femmes et les hommes sont mises en œuvre dans les collectivités territoriales et établissements publics selon le principe d'une approche intégrée, c'est-à-dire une approche qui imprègne l'ensemble des politiques publiques et des actions qu'elle conduit.

Parmi les domaines notamment visés par cet article, plusieurs concernent la responsabilité de l'EPCI en tant qu'employeur :

- la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes et les atteintes à leur dignité ;
- l'égalité professionnelle et salariale et la mixité dans les métiers ;
- l'articulation des temps de vie et le partage équilibré des responsabilités parentales ;
- l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles.

Depuis la création de la Communauté de Communes Sundgau, plusieurs actions volontaristes ont été mises en œuvre afin de réduire les écarts en rémunération entre femmes et hommes, stimuler la mixité dans les métiers, prévenir et lutter contre les violences et le harcèlement sexuels et sexistes.

Il s'agit aujourd'hui de développer la dynamique engagée tout en s'appuyant sur l'existant et sur les projets déjà réalisés.

La réglementation y incite à travers l'article 80 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique qui impose à l'ensemble des employeurs publics la formalisation d'un plan d'action pluriannuel relatif à l'égalité professionnelle.

Ce plan d'actions est prévu pour une période allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026, soit 3 ans. Il est structuré autour des principales thématiques suivantes :

- Gouvernance de la politique d'égalité professionnelle ;
- Evaluer et traiter d'éventuels écarts de rémunération entre les femmes et les hommes ;
- Créer les conditions d'un égal accès aux métiers et aux responsabilités ;
- Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale ;
- Condition de travail et environnement professionnel.

Le plan pour l'égalité joint à ce rapport comprend des actions qui visent à garantir l'égalité de traitement dans plusieurs processus RH tels que le recrutement ou la promotion. D'autres actions ont pour objet de mieux

connaître et d'objectiver certaines situations afin de repérer d'éventuels déséquilibres. Enfin, face à des situations défavorables envers l'un ou l'autre sexe, il s'agit d'adopter les mesures compensatoires appropriées.

Il s'appuie sur les diagnostics réalisés au préalable et les données chiffrées.

Lors de sa séance du 14 mars dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil de la Communauté de Communes,

VU le Code Général de la Fonction Publique ;

VU la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

VU le décret n° 2020-528 du 4 mai 2020 définissant les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'action relatifs à l'égalité professionnelle dans la fonction publique ;

VU l'avis favorable du Bureau du 14 mars 2024 ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

APPROUVE le plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes pour la période 2024-2026.

Pour extrait conforme :

Altkirch, le 26 avril 2024

Le Président

Gilles FREMIOT



Certifié exécutoire après :

- transmission en Préfecture le 29/4/2024
- affiché le 29/4/2024
- publié sur le site internet le 29/4/2024

Monsieur Benoît KENNARD
Directeur Général des Services
Secrétaire de séance